



LA HAUTE MER Promesses et enjeux



Rencontres Internationales
de la Haute Mer

Cette brochure est réalisée par les équipes de Nausicaá, Centre National de la Mer



contact@nausicaa.fr
internationalrelations@nausicaa.fr

En collaboration avec L'Agence Française pour la Biodiversité

**AGENCE FRANÇAISE
POUR LA BIODIVERSITÉ**
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE L'ÉTAT

Dans le cadre des 1^{ères} Rencontres Internationales de la Haute Mer organisées à Nausicaa en juin 2018

Nausicaá tient à remercier pour leur contribution :

Le programme Common Oceans et son projet sur le Renforcement des capacités, un partenariat de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), du Fonds pour l'environnement mondial (GEF) et du Forum Mondial de l'Océan (GOF)

Le Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères (MEAE)

L'Initiative Mondiale pour la Biodiversité des océans (GOBI)

L'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN)

L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO),
et son Centre du Patrimoine Mondial

Le Réseau Océan Mondial

Crédit photo de couverture © A. Rosenfeld - Nausicaá

PRÉFACE

Imaginez un monde habité par des centaines de milliers d'espèces inconnues, animé de courants d'une puissance gigantesque, où on trouve des montagnes englouties, des canyons profonds de plusieurs kilomètres, des volcans immergés ou encore des cheminées rocheuses crachant de l'eau à 400°C. Ce monde, c'est la haute mer !

La haute mer qui recouvre près de 50 % de la surface du globe, est moins bien cartographiée que la surface de la Lune ! Elle est pourtant essentielle pour les sociétés humaines. Nous avons longtemps cru que cet espace immense était invulnérable, qu'il constituait un puits sans fond, que ses ressources étaient infinies, sans voir que nos activités avaient un impact sur sa biodiversité et ses fragiles écosystèmes.

Mieux protéger et gérer la haute mer est un grand défi du 21^{ème} siècle. Aux Nations Unies, la communauté internationale a décidé d'ouvrir en 2018 des négociations sur la protection de la biodiversité des zones marines situées au-delà des juridictions nationales des différents pays qui la limitent.

C'est dans ce contexte que les premières Rencontres Internationales de la Haute Mer furent organisées à Nausicaá. Durant trois jours, diplomates, instances intergouvernementales, et intervenants représentant la communauté scientifique, le secteur privé, les organisations non gouvernementales (ONG) et le monde académique se sont retrouvés.

Ils confrontèrent leurs points de vue sur les enjeux liés à la gouvernance de la haute mer, l'économie bleue, ainsi que sur les enjeux juridiques et institutionnels à venir quant à la gestion des ressources marines et la protection de sa biodiversité. Un accent particulier fut porté sur la sensibilisation et la mobilisation de la société civile.

Pourquoi à Nausicaá ? Car ce lieu est plus qu'un aquarium. Nausicaá s'intéresse aux liens entre l'homme et l'océan. Accueillant plusieurs centaines de milliers de visiteurs chaque année, Nausicaá tient une opportunité unique de leur délivrer un message : la préservation de la haute mer est l'affaire de tous et chacun peut y contribuer.

Le nouvel espace ouvert à Nausicaá, « Voyage en haute mer » invite les visiteurs à découvrir ces derniers territoires inexplorés de la planète. Grâce à un parcours immersif, le grand public se glisse dans la peau d'explorateurs partis à la rencontre des mystères du grand large. En émerveillant ses visiteurs, Nausicaá incite à modifier nos comportements et à agir.

La communauté des océans, en particulier les organisations en contact avec le grand public comme les aquariums, partage la responsabilité de sensibiliser le grand public à ces enjeux essentiels pour notre avenir.

SOMMAIRE

Préface	P.3
Introduction	P.5
Voyage en mer inconnue	P.7
Un cadre juridique existant mais lacunaire	P.11
La haute mer, importante pour de nombreuses activités humaines	P.15
Protéger, partager	P.21
Tous citoyens de la haute mer	P.27



INTRODUCTION

La haute mer est située au-delà des zones relevant de la juridiction des Etats, elle est donc sous la responsabilité de tous. Elle représente environ la moitié de la surface du globe et 65 % de la surface des océans. Bien que sillonnée par les marins depuis des siècles, ses fonds sont aujourd'hui moins bien cartographiés que la surface de la Lune. La richesse de sa biodiversité, vitale pour l'avenir des sociétés humaines, nous est très largement inconnue.

Ses plaines abyssales sont entaillées par des dorsales océaniques, aussi hautes que les Alpes, et par des fosses océaniques aux pentes plus encaissées que le Grand Canyon. Zone de subduction qui s'étend sur 2 500 kilomètres de longueur, la fosse des Mariannes pourrait contenir le mont Everest. L'homme ne s'y est aventuré qu'à deux reprises, en 1960 et en 2012, date à laquelle James Cameron, célèbre réalisateur du film Titanic, atteint près de 11 000 mètres

de profondeur, à bord du submersible Deepsea Challenger. L'obscurité y est totale et la pression est telle qu'elle correspond à l'équivalent d'une tonne exercée sur chaque centimètre carré. Pourtant, même ici, la vie existe. On a découvert des écosystèmes extrêmes, notamment autour des cheminées hydrothermales, où la température peut atteindre les 400 degrés. On a aussi recensé de nombreuses espèces peuplant la colonne d'eau.

La haute mer est également à la base des équilibres planétaires. Nous en sommes dépendants pour la régulation du climat et le cycle de l'eau. Nous y pratiquons aussi de multiples activités qui soutiennent notre développement et notre économie tels que la pêche, les transports et les communications grâce aux câbles sous-marins. Les possibilités d'exploration, d'innovation et de recherche y sont immenses.

De nos jours, environ 250 000 espèces marines sont répertoriées. L'UICN estime qu'il existerait entre 500 000 et 100 millions d'espèces peuplant les océans. Leurs capacités d'adaptation témoignent de l'immense diversité biologique existant en haute mer. Le nombre de brevets issus des ressources génétiques marines croît de manière importante. Les substances et molécules issues d'organismes marins sont utilisées en chimie et dans d'autres industries et on en tire déjà de nouveaux composés médicamenteux.

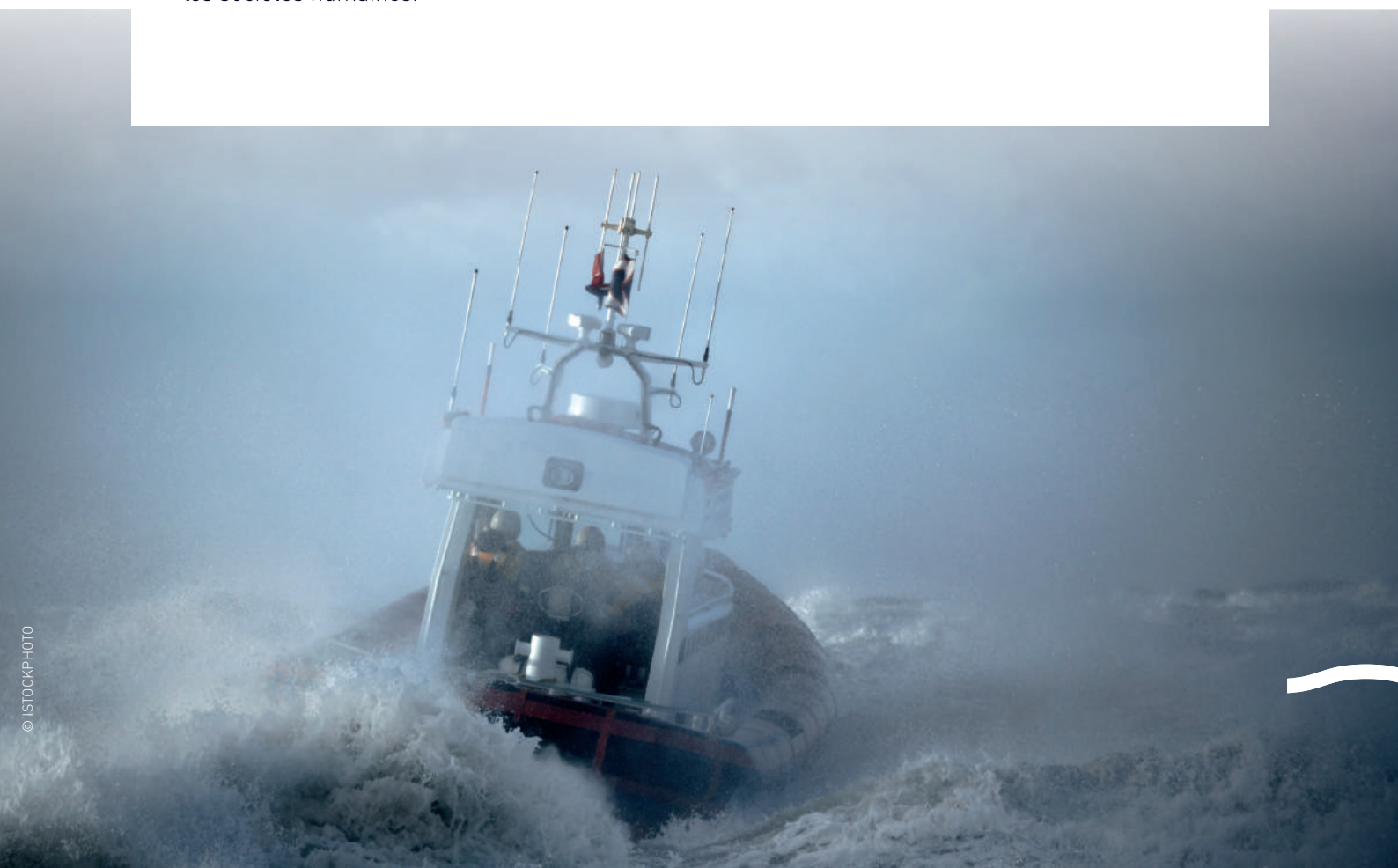
Mais la haute mer, qui nous paraît si lointaine, si inaccessible, est affectée par les impacts croissants des activités humaines. Les pratiques de surpêche, la pollution, notamment aux microplastiques, et le réchauffement climatique mettent en péril les équilibres et les écosystèmes fragiles. L'air et l'océan n'ont pas de frontières et même les activités pratiquées à terre peuvent avoir des conséquences sur la haute mer. Or, un océan en mauvaise santé menace directement les sociétés humaines.

En 2018, les Nations Unies ont décidé d'ouvrir des négociations visant à améliorer la gouvernance de la haute mer. Un objectif pour tous les pays du monde : se mettre d'accord pour préserver et utiliser durablement sa biodiversité.

Au cours des 1^{ères} Rencontres Internationales de la Haute Mer organisées à Nausicaá, scientifiques, représentants de l'industrie de la pêche, décideurs politiques et journalistes confrontèrent leurs points de vue, partagèrent leurs dernières découvertes et envisagèrent des solutions.

Le citoyen consommateur a un rôle et la protection de la biodiversité marine concerne chacun d'entre nous. La société civile doit contribuer au débat et Nausicaá tient une opportunité unique de sensibiliser et éduquer le plus grand nombre aux enjeux et promesses de la haute mer.

Une question se pose alors : comment gérer durablement la haute mer, avec la participation de tous ?





VOYAGE EN MER INCONNUE



« On ne connaît pas grand-chose de la haute mer. On connaît moins la haute mer que la Lune aujourd'hui. Il y a un effort très important à mener pour mieux la connaître, mieux comprendre l'intérêt qu'elle représente pour l'humanité. »

Christophe Lefebvre

Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN)



UN UNIVERS IMMENSE

La haute mer est loin des préoccupations de la plupart des citoyens du monde. Pourtant son rôle est déterminant pour l'humanité. Elle contribue au cycle de l'eau, à la régulation du

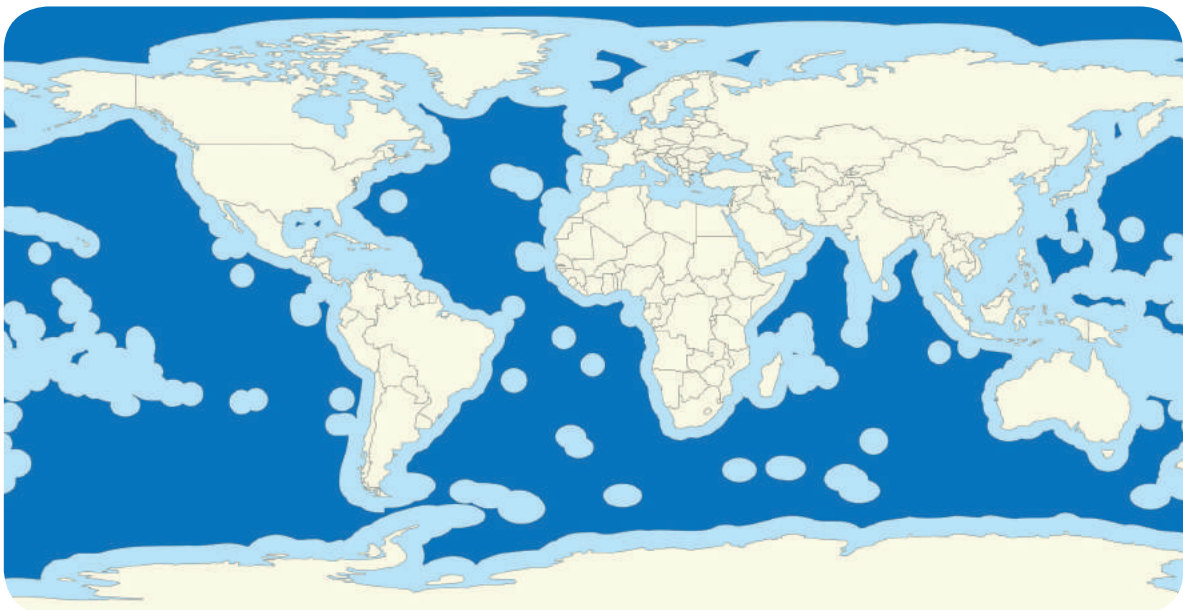
climat, aux échanges de gaz avec l'atmosphère et au maintien de la vie sur notre planète. La haute mer est source de richesses pour l'humanité.

C'EST QUOI LA HAUTE MER ?

La haute mer est la zone maritime située au-delà des juridictions nationales. Elle n'était pas gérée directement par les Etats, elle est donc sous responsabilité internationale.

La haute mer représente environ 50 % de la surface du globe et 90 % du volume des océans.

Elle englobe la colonne d'eau et les grands fonds marins. Ces derniers se caractérisent par des plaines abyssales entaillées de dorsales océaniques, de grandes fosses, et de montagnes sous-marines. Leur morphologie est aussi diverse que celle des terres émergées.



■ Haute mer

■ Zones Economiques Exclusives



LE PLUS GRAND ÉCOSYSTÈME DE LA PLANÈTE EST À LA BASE DES ÉQUILIBRES NATURELS

Sans l'Océan, la vie ne serait pas possible. La vie est née dans l'Océan et la haute mer abrite une biodiversité exceptionnelle. Elle rend aussi des services inestimables en régulant le climat mondial, en produisant de l'oxygène grâce au plancton végétal et en étant à la base du cycle de l'eau. Tout est lié : l'océan, l'atmosphère et les terres émergées.

Les océans absorbent une partie du CO₂ présent dans l'atmosphère. Un quart du gaz carbonique issu des activités humaines est absorbé, réparti

dans la colonne d'eau, et entraîné par les courants océaniques. Le phytoplancton contribue fortement à l'absorption du CO₂. Le carbone est stocké et se dépose au fond des océans, s'accumulant dans les sédiments.

Les océans produisent environ 50 % de l'oxygène que nous respirons et stockent plus de 90 % de l'excès de chaleur provoqué par le réchauffement climatique lié aux activités humaines.

Une haute mer en bonne santé est vitale pour les sociétés humaines.

Interview

MIEUX CONNAÎTRE LA HAUTE MER

Romain Troublé

Directeur Général de la Fondation Tara Expéditions



Pouvez-vous nous présenter la Fondation Tara ?

La Fondation Tara travaille avec le CNRS, et les instituts de recherche internationaux depuis 15 ans. La Fondation travaille sur les écosystèmes marins microscopiques, ceux que l'on ne voit pas à l'œil nu quand on a la tête sous l'eau : les planctons, les bactéries, les virus.

Notre travail consiste à comprendre ce qui est là, à faire un inventaire, à comprendre comment le système fonctionne et comment ces organismes peuvent rendre autant de services chaque jour.

Si l'on respire, une fois sur deux c'est grâce aux océans. Si le CO₂ est capté par l'océan, c'est grâce aux écosystèmes. C'est aussi eux qui fournissent la nourriture aux poissons. C'est un écosystème essentiel pour la planète et pour l'homme. La vie est née dans cet écosystème et y a évolué depuis. Tara et les scientifiques impliqués du CNRS veulent comprendre ces systèmes et prédire ce qui se passera demain au niveau du changement climatique et des impacts globaux que l'homme peut avoir sur la planète océan.

La Fondation Tara fait de la science, elle encourage la science, elle emmène les scientifiques sur un bateau qui s'appelle Tara. Mais au-delà de ça, elle partage ces informations, fait des programmes éducatifs et intervient à l'ONU régulièrement.

Quelles sont les activités de la Fondation Tara ?

Tara est en mer tout le temps. Au moment où l'on se parle (juin 2018), Tara est dans le Pacifique Nord. On y voit des déchets plastiques de temps en temps flotter, mais surtout lorsque l'on met des filets dans l'eau et que l'on récolte ce qu'il y a dedans.

On trouve sous le microscope énormément de micro-plastiques qui interagissent avec la vie marine, avec la microfaune et les micro-organismes.

C'est un enjeu majeur. On ne peut pas nettoyer ce plastique. Il va finir par couler au fond de la mer et par s'échouer sur les plages.





UN CADRE JURIDIQUE EXISTANT MAIS LACUNAIRE



« Petit à petit on doit en venir à une nouvelle approche qui est celle d'une responsabilité commune de la société internationale sur l'état des océans. »

Serge Ségura

Ambassadeur de France pour les Océans



VERS UNE MEILLEURE GOUVERNANCE DE LA HAUTE MER

La haute mer est à la confluence des préoccupations environnementales, sociales et économiques.

Aujourd'hui, il y a un manque de coordination intersectorielle au niveau mondial, ainsi qu'entre les conventions régionales.

Un autre paradoxe : la haute mer n'appartient à personne mais est sous la responsabilité de tous. Le 24 décembre 2017, l'Assemblée Générale des Nations Unies a adopté une résolution ouvrant les négociations afin de développer un instrument international juridiquement contraignant portant sur la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité marine des zones ne relevant pas d'une juridiction nationale.

4 objectifs pour ces négociations :

- Mieux connaître l'impact de nos activités sur l'environnement.
- Mieux protéger les zones sensibles.
- Partager de manière équitable les bénéfices des ressources génétiques.
- Développer la formation et les compétences.

OÙ EN EST-ON AUJOURD'HUI ?

La Convention des Nations Unies sur le droit de la mer définit les principes régissant la « Zone », c'est-à-dire le fond et le sous-sol dans l'espace situé au-delà des juridictions nationales. La Zone et ses ressources sont considérées « patrimoine commun de l'humanité ».

L'Organisation Maritime Internationale (OMI) s'attache, à travers plusieurs conventions, à prévenir les pollutions marines et assiste les États dans la préparation et la lutte contre les pollutions causées par le trafic maritime.

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) définit les politiques internationales des pêches en concertation avec des partenaires tels que les organisations régionales de gestion des pêches (ORGP).

L'Autorité internationale des fonds marins (AIFM) régie l'exploitation des fonds marins.

Enfin, la préservation de la biodiversité est régie par la Convention sur la diversité biologique (CDB), la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (CMS), et la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES). À l'exception notable de la CITES, ces réglementations ne sont pas contraignantes. Elles jouent néanmoins un rôle de conseil auprès des États.



Interview

PENSER À L'INTÉRÊT GÉNÉRAL

Serge Ségura

Ambassadeur de France pour les Océans



Quelles sont les menaces qui pèsent sur les océans ?

Les menaces sur les océans sont provoquées essentiellement par l'activité humaine. L'homme a toujours utilisé les océans, dès qu'il a eu le courage de se lancer pour les traverser, pour les utiliser pour la pêche par exemple. Aujourd'hui avec l'augmentation de la population humaine, avec les découvertes qui sont faites par les scientifiques sur ses richesses, sur les ressources des océans, il y a incontestablement une course à la présence humaine qui a des conséquences assez dramatiques sur leur état écologique, sur la biodiversité également.

Comment s'organisent les négociations internationales ?

Traditionnellement les États négocient dans leurs propres intérêts. Nous, lorsque l'on négocie sur les océans, une partie des thèmes sont de la compétence de l'Union européenne, donc on négocie aussi dans le cadre européen et c'est l'Union européenne qui représente les vingt-huit Etats membres aux Nations Unies. Mais petit à petit, on doit en venir à une nouvelle approche qui est celle d'une responsabilité commune de la société internationale sur l'état des océans. À partir de là, on voit bien qu'un Etat ne peut plus négocier en pensant à son seul intérêt. L'idéal serait de négocier en pensant à l'intérêt des océans et donc à l'humanité toute entière.





LA HAUTE MER, IMPORTANTE POUR DE NOMBREUSES ACTIVITÉS HUMAINES



« C'est potentiellement une extraordinaire richesse pour l'avenir de l'humanité. Parce que l'on trouve en haute mer des nouvelles molécules, des nouvelles bactéries, des nouvelles ressources et donc l'importance de la haute mer est extraordinaire. Ce qu'il faut, c'est mettre en place un système qui permette une exploitation durable, éthique et équitable. »

Philippe Vallette

Directeur général de Nausicaá - Centre National de la Mer



DES ACTIVITÉS HUMAINES AMENÉES À S'INTENSIFIER

En 2030, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) prévoit que les profits générés en mer seront supérieurs à ceux générés sur terre.

On pêche en haute mer, on y transporte 90 % des produits du commerce international, on y pose des câbles sous-marins par lesquels transitent nos communications téléphoniques ou Internet.

Les ingénieurs réfléchissent aux technologies qui permettront d'exploiter l'incroyable puissance de ses vagues et de ses courants afin de disposer d'une énergie renouvelable et propre.

Plusieurs entreprises prospectent ses grands fonds pour y trouver des minéraux et des terres rares indispensables à nos technologies.

Enfin, on y recense sa biodiversité pour y découvrir de nouvelles molécules qui seront à l'origine des médicaments et des produits de demain.

L'ÉCONOMIE MARITIME EN CHIFFRES

5%

5 % du PIB mondial

1^{ÈRE}

1^{ère} source de protéines pour 3 milliards de personnes

200
MILLIONS

plus de 200 millions d'emplois

90%

90 % du trafic international de marchandises





MIEUX ÉVALUER L'IMPACT DE NOS ACTIVITÉS

Pour mieux comprendre, évaluer et encadrer l'impact des activités humaines, des missions scientifiques parcourent les océans du monde entier, étudiant les écosystèmes qui y vivent et y interagissent.

Les données récoltées par les missions scientifiques nous permettent d'explorer des solutions alternatives et de déterminer les façons d'éviter, d'atténuer et de contrôler toute atteinte à l'environnement, en vue de mieux gérer les ressources vivantes.

Les activités minières en haute mer sont en pleine croissance et les compagnies pétrolières exploitent le pétrole de plus en plus loin des côtes et à des profondeurs de plus en plus importantes, à parfois plus de 3 500 mètres.

Le développement de ces activités présente de nouveaux risques. Ainsi, les négociations porteront également sur la mise en place d'évaluations d'impacts sur l'environnement reconnues internationalement, pour les activités en haute mer.

Conformément à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, les Etats membres sont obligés d'évaluer les activités relevant de leur juridiction. L'article 206 stipule que « lorsque des Etats ont de sérieuses raisons de penser que des

activités envisagées relevant de leur juridiction ou de leur contrôle risquent d'entraîner une pollution importante ou des modifications considérables et nuisibles du milieu marin, ils évaluent, dans la mesure du possible, les effets potentiels de ces activités sur ce milieu. »

Le Protocole de Londres sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion de déchets souligne l'importance de « prendre les mesures préventives appropriées lorsqu'il y a des raisons de penser que des déchets ou autres matières introduits dans le milieu marin risquent de causer un préjudice et ce, même en l'absence de preuves concluantes de l'existence d'un lien causal entre les apports et leurs effets. »

Plusieurs approches régionales existent aussi. Ainsi, l'article 8 au Protocole du Traité de l'Antarctique relatif à la protection de l'environnement soumet les activités humaines à une évaluation préalable en fonction de leur degré d'impact.

La Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement (EIE) oblige les Etats à évaluer leur impact environnemental dès les premières étapes de planification d'un projet, et ceci au-delà de leurs frontières nationales.

GÉRER LES RESSOURCES VIVANTES

La croissance démographique et l'augmentation des revenus accentuent la pression sur les océans et les ressources halieutiques.

La FAO, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, prévoit qu'il faudra nourrir plus de 9 milliards d'êtres humains en 2050, et augmenter la production alimentaire de 70 % en 30 ans.

Interview

AMÉLIORER LE CONTRÔLE DE LA PÊCHE

Ivan Lopez

Coalition internationale des associations de pêche (ICFA)



Quels sont les projets de l'ICFA ?

On participe beaucoup aux débats et on y contribue grâce à notre expérience en tant que pêcheurs. On est d'accord avec les objectifs de conservation. Pour ça, notre proposition la plus simple, mais la plus forte, est de rester dans les zones où l'on pêche déjà et de ne jamais essayer d'aller dans les autres zones sans supervision ou approbation scientifique antérieure.

Les projets qui sont les plus intéressants sont surtout basés sur des technologies de contrôle de la pêche. Ces projets se font sur la base du volontariat naturellement. En ce moment, les projets les plus importants sur lesquels nous travaillons sont des projets pour améliorer les équipements de pêche aux Etats-Unis et au Canada. Améliorer la pêche, mais aussi améliorer la relation entre les filets et la mer, ainsi qu'avec le fond de la mer.

Quelles sont vos propositions pour limiter la surpêche ?

L'industrie de la pêche croit souvent que le marché est la seule façon de mettre en œuvre les politiques pour limiter la surpêche.

Pourquoi pensons-nous cela ? La réglementation internationale marche très bien, mais il n'y a pas vraiment de « police » chargée de s'assurer qu'elle soit respectée. Alors la seule façon de le faire, surtout quand on est européen et que l'on a l'un des plus grands marchés de pêche au monde, c'est d'être ferme, et de parfois fermer les marchés à des produits qui ne sont pas autorisés.

Un exemple est l'interdiction de « couper » les ailerons de requins en Europe. Nous pensons que cela est très bien. Par contre, les flottes des États non-européens qui ne font pas ça peuvent toujours vendre leurs produits chez nous, et nous pensons que ce n'est pas très juste.





PARTAGER LES AVANTAGES ISSUS DES RESSOURCES GÉNÉTIQUES

Les ressources génétiques suscitent un intérêt grandissant et les activités de bio prospection se développent, conséquence d'avancées technologiques récentes dans l'observation et l'échantillonnage des océans.

Aujourd'hui, 90 % des brevets issus de ressources génétiques marines sont détenus par 10 pays, et 70 % des brevets par 3 pays. L'enjeu sera de mettre en place un mécanisme garantissant l'accès aux ressources marines génétiques de la haute mer et le partage juste et équitable des avantages liés à leur utilisation.



QUELLE UTILISATION ?


Les ressources génétiques sont utilisées dans les industries de l'agro-alimentaire, de la chimie, des biotechnologies, de la pharmaceutique et des cosmétiques.

Le nombre de brevets issus des ressources génétiques marines croît de 12 % par an, alors que l'on ne les prospecte que depuis 20 ans.

Plus de 18 000 nouveaux produits sont d'origine marine, avec plus de 8 000 brevets associés.

Selon l'Ifremer, l'Institut Français de Recherche pour l'Exploitation de la mer, le taux de molécules d'intérêt est 500 fois supérieur pour les espèces marines que pour les espèces terrestres. La perte de biodiversité marine menace directement les ressources génétiques.

C'est pourquoi les Etats et le secteur privé exploitant ces ressources doivent participer à la conservation et l'exploitation durable du vivant marin.





PROTÉGER, PARTAGER

« Les scientifiques sont convaincus qu'en protégeant la haute mer on a de meilleures chances d'enrayer la dégradation de l'océan. »

Hiroko Muraki Gottlieb

Conseillère principale en Gouvernance des Océans,
Programme Polaire Maritime Mondial,
Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN)



RESTREINDRE LES ACTIVITÉS ET LUTTER CONTRE LA POLLUTION

Il est nécessaire de protéger certaines aires marines en fonction du degré de vulnérabilité des milieux, pour parfois aider à la reconstitution des stocks, mais également pour mieux gérer toute activité humaine qui pourrait mettre en péril des écosystèmes jugés trop fragiles.

Le nouvel instrument prévoit de définir des espaces au sein desquels les activités humaines pourront être restreintes et la lutte contre la pollution renforcée.

La Convention sur la diversité biologique prévoit que 10 % des zones côtières et marines soient protégées d'ici 2020.

Un des enjeux est d'améliorer la coordination entre les gestionnaires de sites marins protégés, pour notamment mieux prendre en compte les espèces migratoires

Interview

AMÉLIORER LA GESTION DES AIRES MARINES PROTÉGÉES

Purificació Canals

Cheffe d'Equipe, Projet d'Aires Marines Protégées Transatlantique,
Présidente de MedPAN



Pouvez-vous nous présenter le projet de coopération transatlantique ?

Le projet de coopération transatlantique sur les aires marines protégées est un projet de l'Union européenne qui a pour objet de mettre en contact les gestionnaires des aires marines protégées sur l'ensemble de l'océan Atlantique pour promouvoir des échanges.

Sur quels sujets les gestionnaires échangent-ils ?

Les échanges ont pour objectif d'améliorer l'efficacité dans la gestion des aires marines protégées. Dans ce contexte, nous avons choisi trois sujets différents. Un sujet « zone côtière », pour voir comment les aires marines protégées font face aux enjeux du changement climatique et contribuent à la résilience de zones adjacentes.

Le deuxième sujet est basé sur une espèce migratoire : la baleine à bosse. Nous tentons de répondre au problème suivant : comment échanger sur différentes aires marines protégées tout au long de l'Atlantique avec les mêmes individus et les mêmes populations de baleines à bosse, qui migrent du nord au sud et d'est en ouest, par rapport à la gestion de ces sites ?

Enfin, le troisième exemple de coopération, c'est à travers les réseaux de gestionnaires qui existent déjà, notamment des réseaux régionaux comme ceux de la Méditerranée, d'Afrique de l'ouest, des Caraïbes et d'Amérique du nord, plus deux réseaux nationaux qui sont représentés par l'Agence Française pour la Biodiversité (AFB), représentant la France, et la Fundación Biodiversidad dans le cas de l'Espagne.

QUELQUES EXEMPLES DE PROTECTION EN MER

Les Aires Marines Protégées (AMP) sont des espaces délimités en mer, qui ont pour objectif de protéger la nature à long terme. Elles permettent de concilier les enjeux de protection et de développement durable économique. Il s'y pratique ainsi le plus souvent de nombreuses activités humaines, comme le tourisme et la pêche.

Les Parties à la Convention sur la diversité biologique (CDB) ont adopté des critères scientifiques permettant d'identifier les zones marines d'importance écologique ou biologique, connus sous le nom de « critères EBSA ». Les critères d'identification prennent en compte la rareté des espèces, leur vulnérabilité et leur fragilité, ou encore la diversité biologique de la zone considérée.

L'Organisation Maritime Internationale identifie des zones maritimes particulièrement vulnérables (PSSA) selon des critères écologiques, des critères socio-économiques, des critères

scientifiques et éducatifs. Des mesures strictes de contrôle du trafic maritime peuvent être adoptées en matière de rejet notamment.

Les aires marines importantes pour les mammifères marins (AIMM) sont définies comme « parties distinctes de l'habitat, importantes pour une ou plusieurs espèces de mammifères marins, qui peuvent être délimitées et gérées pour la conservation ».

Les conventions de mers régionales ont des plans d'action pour la préservation de l'environnement marin dans plusieurs régions du monde, couvrant un large éventail de thèmes depuis les pollutions provenant des navires ou des rivages jusqu'à la conservation des espèces et des écosystèmes marins. Les conventions OSPAR (Atlantique Nord-Est) et CCALMR (Antarctique) sont des premières à avoir désigné des aires protégées en haute mer.



*Interview***UTILISER DIFFÉRENTS
TYPES D'OUTILS DE
PROTECTION****Christophe Lefebvre**

Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN)

**Quels sont les outils à mettre en œuvre pour la gestion des aires protégées ?**

Il y a différents types d'outils que l'on peut utiliser pour gérer la mer. D'abord parce qu'il faut faire en sorte que les acteurs professionnels, les usagers de la mer, notamment les pêcheurs, comprennent le rôle qu'ils ont à jouer dans l'établissement des aires marines protégées, à partir du moment où ils prennent en compte que non seulement la reconstitution des stocks halieutiques est nécessaire, mais aussi la protection de la biodiversité.

C'est pour ça qu'on parle souvent de gouvernance dans les politiques de gestion de la mer, parce

que la gouvernance ça veut dire réunir différents acteurs pour trouver un consensus sur la meilleure méthode de gestion à mettre en œuvre.

Il y a différents niveaux de protection que l'on peut adapter en fonction des enjeux. Si ce sont des enjeux économiques, il faut donc beaucoup plus se tourner vers des outils de gestion de type reconstitution des stocks halieutiques. S'il s'agit d'une biodiversité extraordinaire, évidemment, il faut aller vers des protections très strictes, réglementées, et donc une notion de protection évidemment très différente.

PROTÉGER LES SITES EXCEPTIONNELS EN HAUTE MER

Coraux des grandes profondeurs, forêts d'algues flottantes du grand large, volcans sous-marins ou cheminées rocheuses aux allures de villes fantômes : ces sites de la haute mer pourraient demain figurer sur la Liste du patrimoine mondial de l'Unesco afin de mieux les protéger.

Jusqu'à présent, seuls les Etats peuvent proposer des sites pour inscription. Or, la haute mer ne relève d'aucune juridiction nationale.

Pourtant, elle est exposée à des menaces telles que la pollution, la dégradation des grands fonds et la surpêche. La Convention de l'Unesco pourrait donc être adaptée afin d'intégrer des sites exceptionnels en haute mer.

Cinq sites ont été identifiés par l'Unesco. Ils illustrent le caractère exceptionnel des écosystèmes de la haute mer. Chacun pourrait se voir reconnaître une valeur universelle exceptionnelle potentielle, notion au cœur de la Convention pour la protection du patrimoine mondial, selon laquelle le caractère remarquable de certains sites transcende les frontières nationales.



Interview

LA HAUTE MER AU PATRIMOINE MONDIAL DE L'UNESCO

Robbert Casier

Programme Marin du Patrimoine Mondial, Unesco

**Combien y a-t-il de sites marins sur la liste de l'Unesco ?**

Il y a aujourd'hui 49 sites marins qui sont inscrits sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO, qui inclut deux sites en France, par exemple le Golfe de Porto : calanche de Piana, golfe de Girolata, réserve de Scandola en Corse et les Lagons de Nouvelle-Calédonie.

Quelle est la différence entre sites marins du patrimoine mondial et les aires marines protégées ?

Les sites du patrimoine mondial sont reconnus pour leur valeur universelle exceptionnelle. Il s'agit de sites si remarquables et exceptionnels que leur protection doit être la responsabilité commune et partagée de tous les êtres humains. La différence essentielle entre les aires marines protégées et les sites marins du patrimoine mondial tient à la surveillance internationale qui accompagne les obligations de suivi et d'évaluation, dans le cas des seconds. Pour assurer le maintien des caractéristiques qui justifient le statut mondial

accordé à un site, tous les sites inscrits sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO font l'objet d'une surveillance systématique et sont soumis à des cycles d'évaluation dans le cadre des procédures officielles découlant de la Convention du patrimoine mondial de 1972. Après la reconnaissance et l'inscription d'un site sur la Liste, le processus de suivi de l'état de conservation représente une valeur ajoutée aux fins de la protection des AMP considérées comme mondialement exceptionnelles.

Ce que l'on fait quotidiennement, c'est de mettre les gestionnaires de sites du patrimoine mondial marin en contact. Ils partagent une multitude de solutions et de bonnes pratiques pour faire face aux défis de conservation auxquels ils sont confrontés. Mettre en commun des exemples de réussite de manière à ce qu'ils puissent être reproduits dans d'autres aires marines constitue un élément central du travail du Programme marin du patrimoine mondial.

Plus d'information :

<http://whc.unesco.org/fr/programme-marin/>



PARTAGER LES CONNAISSANCES ET LES TECHNOLOGIES

Améliorer la gestion de la haute mer, qui est sous responsabilité internationale, suppose que les Etats aient accès aux mêmes connaissances et aux technologies qui leur permettront de protéger et gérer durablement la biodiversité en haute mer.

Le renforcement des capacités permet également aux Etats de développer une expertise et d'être autonomes pour :

- Mettre en œuvre et respecter le futur
- Participer à la coopération mondiale et régionale
- Développer la législation nationale, les politiques publiques et les arrangements institutionnels pour le nouvel accord
- Entreprendre des recherches scientifiques marines et participer à des collaborations de recherche
- Protéger des aires marines
- Soutenir les efforts nationaux et locaux en faveur d'un océan sain et d'une économie durable.





TOUS CITOYENS DE LA HAUTE MER



« Nous avons encore un long chemin à faire en terme de sensibilisation du public. Il est important de savoir que nous sommes tous concernés, nous avons besoin du soutien de tout le monde si nous voulons nous assurer à l'avenir d'avoir un océan en bonne santé, productif, qui continue de fournir nourriture et moyens de subsistance à l'avenir tout en jouant un rôle majeur dans la régulation du climat. »

Gabriele Goettsche-Wanli

Directrice, Division des Affaires Maritimes et du Droit de la mer, Bureau des affaires juridiques des Nations Unies



MOBILISER ET INCITER À L'ACTION

La protection de la haute mer concerne chacun d'entre nous, professionnel de la mer ou non. Chaque citoyen peut y contribuer. Mais encore faut-il être informé pour se mobiliser. Longtemps, les enjeux concernant la vie marine ont semblé être concentrés le long des côtes. Mais il est essentiel aujourd'hui de parler de la haute mer, un univers encore si loin des préoccupations des citoyens et néanmoins si important pour la planète.

Informé, incité à la réflexion permet d'offrir à chaque citoyen la possibilité de faire des choix et d'agir. C'est la mobilisation du grand public qui permettra d'influencer les politiques, d'agir contre le réchauffement climatique, d'œuvrer pour bénéficier de façon équitable des opportunités offertes par l'océan et de le préserver pour les générations futures.



*Interview***LE PRINCIPAL ENJEU POUR LA HAUTE MER EST UN ENJEU DE CONNAISSANCE****Catherine Chabaud**
Navigatrice et journaliste**Quel rôle peut jouer le consommateur face à la dégradation des océans ?**

Le citoyen consommateur a un rôle formidable qu'il ignore sur l'avenir de l'océan et sur la bonne gestion, la bonne santé des écosystèmes marins et côtiers. Par exemple, éviter de jeter ses déchets dans la nature. Le tri sélectif pourra peut-être éviter un jour que les déchets que l'on n'aura pas mis dans la bonne poubelle et qui n'auront pas été valorisés dans des circuits de recyclage, finissent à la mer. C'est malheureusement encore souvent le cas.

Il y a un véritable enjeu qui est de réduire l'impact du changement climatique sur l'océan. L'océan est en effet un des régulateurs du climat. Il faut

mettre en œuvre des politiques publiques pour répondre aux enjeux climatiques, et le faire en pensant aussi aux océans.

Un autre exemple : le citoyen consommateur peut préférer une crème protectrice biologique plutôt qu'une crème classique chimique. Il peut éviter de laisser des débris sur la plage. Il peut, dans sa consommation de poissons, manger plutôt du poisson « responsable », suivre les conseils de Mr.Goodfish et consommer plutôt du poisson local et de saison. Ce n'est pas toujours facile et c'est pour cela que les recommandations de Mr.Goodfish sont bonnes et pertinentes.

Comment sensibiliser le grand public sur ces questions ?

D'abord, je pense qu'il faut donner envie, il faut faire aimer et faire rêver. Tous les moyens sont bons. Il y a évidemment les documentaires, les films de fiction, ...

Moi, je sensibilise à ma manière. Aujourd'hui, j'ai envie de faire partager cette conviction, que l'océan est un bien commun. Ce sera mon cheval de bataille ces prochaines années. Si demain

l'océan doit être reconnu comme bien commun de l'humanité, c'est au niveau des Nations Unies qu'il faut agir.

Je vais prendre mon bâton de pèlerin pour aller convaincre les citoyens que ce concept est vraiment très pertinent, mais aussi les chefs d'États, les négociateurs, les chefs d'entreprise...



VOYAGE EN HAUTE MER

JOURNEY ON THE HIGH SEAS



LES 1^{ÈRES} RENCONTRES INTERNATIONALES DE LA HAUTE MER À NAUSICAAÁ

Nausicaá, le Centre National de la Mer, a organisé du 26 au 28 juin 2018 les Rencontres Internationales de la Haute Mer en vue de sensibiliser le public et de mobiliser la société civile sur les enjeux et les promesses de la haute mer.

Cette 1^{ère} conférence était organisée conjointement avec l'Agence Française pour la

Biodiversité (AFB), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Ministère français des affaires étrangères, le Global Ocean Forum, l'Initiative mondiale pour la biodiversité dans les océans (GOBI), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), le Réseau Océan Mondial et l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN).

Interview

LES AQUARIUMS, FAVORISER LES ÉCHANGES SUR LA MER

**Philippe Vallette**

Directeur général de Nausicaá - Centre National de la Mer

Pouvez-vous nous présenter Nausicaá et les raisons de l'organisation des 1^{ères} Rencontres Internationales de la Haute Mer ?

Nausicaá vient d'ouvrir une extension dont le thème est la haute mer. Nausicaá, c'est plus qu'un aquarium. Nausicaá s'intéresse aux liens entre l'homme et l'océan. Et ce qui nous intéresse, c'est justement de faire vivre cette thématique.

L'idée était d'organiser ces Rencontres à Nausicaá dans le cadre des négociations qui ont lieu aux Nations Unies sur la gouvernance de la haute mer. Tout cela est intimement lié. Nausicaá a à la fois un rôle touristique, de développement économique, un rôle éducatif et un rôle d'acteur.

Quel premier bilan de ces Rencontres ?

C'est tout d'abord des Rencontres très internationales avec des participants venant de nombreux pays. Et puis, on sent un enthousiasme à venir ici à Nausicaá participer et finalement préparer les discussions qui auront lieu à New York. Beaucoup d'enjeux ont été soulevés : aussi bien sur le plan de la biodiversité, que

sur comment on peut exploiter durablement la haute mer. Les discussions ont été vraiment très enthousiastes, abouties. On voit, un peu comme dans les couloirs des Nations Unies, des gens qui discutent entre eux et qui commencent à faire des projets, à se mettre d'accord sur des thèmes. C'est donc vraiment très intéressant.



Interview

IL FAUT SE PRÉOCCUPER DES OCÉANS !

Pr. David Johnson

Coordinateur de l'Initiative Mondiale
pour la Biodiversité des Océans (GOBI)



Que reprenez-vous de ces 1^{ères} Rencontres ?

La conférence a réuni des personnalités clés, qui participeront directement aux processus de négociations en cours et à venir durant les prochaines années. Des décideurs sont repartis chez eux avec des messages clés à transmettre. Les plastiques sont un très bon exemple. Les populations sont maintenant très conscientes de l'impact des plastiques sur l'environnement marin. Les plastiques sont partout et cela commence par les fournisseurs, qui doivent maintenant rechercher des solutions de remplacement.

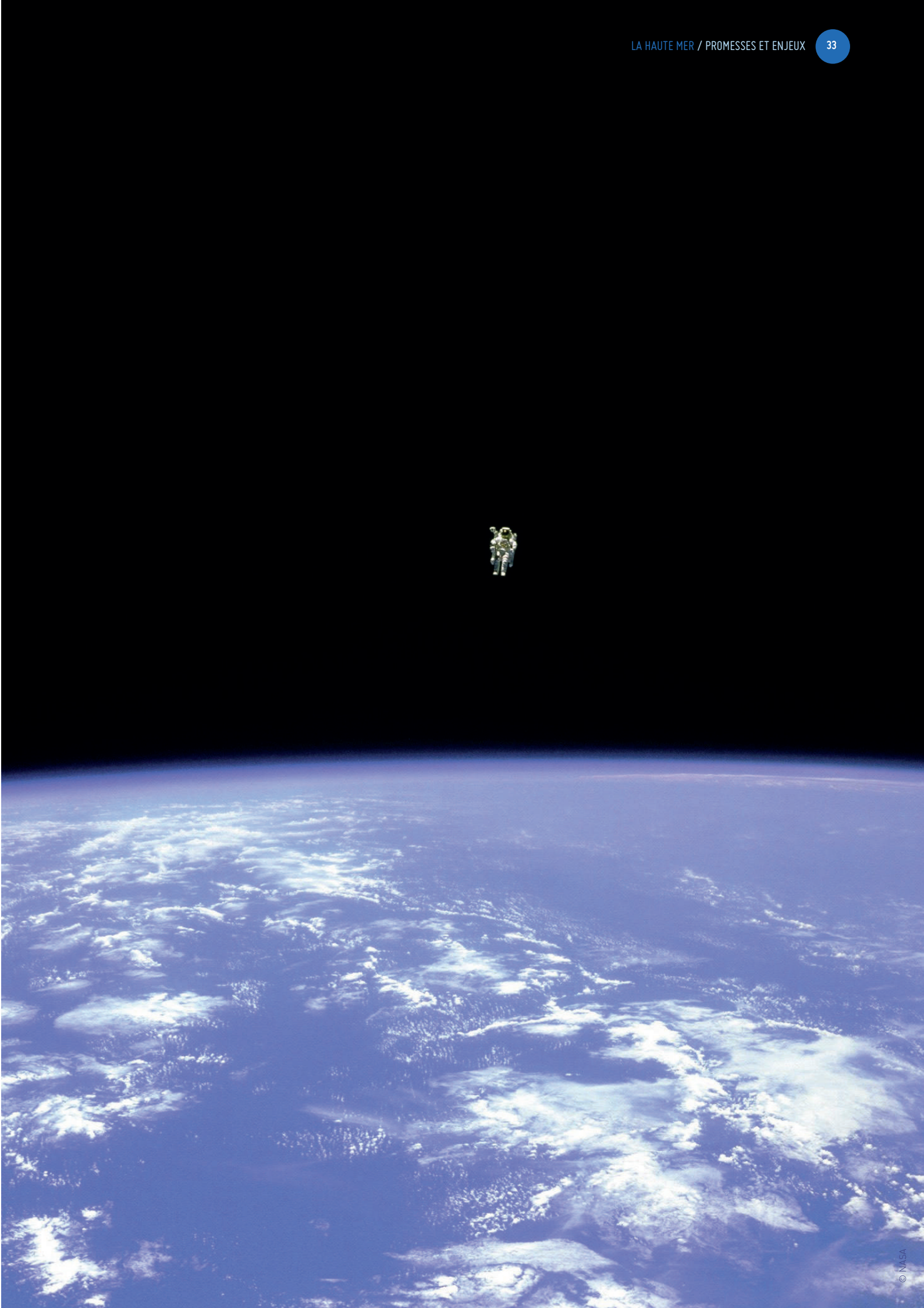
Ces 1^{ères} Rencontres Internationales de la Haute Mer nous ont permis de favoriser les échanges, et de montrer à quel point il est important de sensibiliser le public, par le biais des médias, aux problèmes des océans et aux raisons pour lesquelles ils devraient s'y intéresser.

Pourquoi devraient-ils se soucier de la haute mer, mais également des zones relevant des

juridictions nationales ? Je pense que la prise de conscience du public vis-à-vis des océans n'est peut-être pas aussi importante aujourd'hui que sur d'autres sujets. Bien que de nombreux problèmes dans le monde suscitent l'inquiétude, il est également important de se préoccuper des océans.

Une étude récente a montré que l'objectif de développement durable n°14, qui est l'objectif spécifique relatif aux océans, est celui qui est le moins pris en compte ; ceci montre que nous avons encore beaucoup de chemin à parcourir.

Il est important que tout le monde sache que nous sommes tous dans le même bateau et que nous avons besoin de tout le monde si nous voulons nous assurer que nous aurons un océan sain et productif à l'avenir, afin qu'il assure également notre sécurité alimentaire en plus de son rôle essentiel dans le cycle climatique.



PARTENAIRES



COMMON OCEANS

www.fao.org/in-action/commonoceans/en

Le programme Common Oceans a mis en œuvre un projet de renforcement des capacités avec le Fonds pour l'environnement mondial et le Forum Mondial de l'Océan.



GOBI

www.gobi.org

Le Global Ocean Biodiversity Initiative, est un programme international qui cherche à rassembler les connaissances scientifiques sur la biodiversité marine en vue de sa préservation.



FAO

www.fao.org/home/en

L'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) est l'agence spécialisée des Nations Unies qui mène les efforts internationaux vers l'élimination de la faim ; elle s'occupe des enjeux liés à l'agriculture et la pêche.



GOF

<https://globaloceanforum.com/>

Le Forum Mondial de l'Océan est une organisation internationale, indépendante et à but non lucratif, visant à promouvoir une bonne gouvernance des océans, le développement durable pour les populations côtières et insulaires, ainsi que des écosystèmes marins en bonne santé.



IUCN

www.iucn.org

L'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (IUCN) est une organisation non gouvernementale mondiale consacrée à la conservation de la nature. Elle réunit des États, des ONG, des experts et des scientifiques.



TARA EXPÉDITIONS

<https://oceans.taraexpeditions.org/>

La Fondation Tara Expéditions, reconnue d'utilité publique, organise des expéditions scientifiques pour suivre l'évolution de l'océan, sensibilise les jeunes et participe aux négociations sur la gouvernance de l'Océan au niveau national et international, notamment via son statut d'Observateur à l'ONU.



MINISTÈRE DE L'EUROPE ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

www.diplomatie.gouv.fr/en

Il représente l'océan au niveau international auprès du Secrétaire général du Ministère des Affaires Étrangères et du Développement International.



ICFA

www.aboutseafood.com

ICFA (International Coalition of Fisheries Associations) est une organisation américaine à but non lucratif éducative consacrée à la consommation et l'exploitation durable des produits de la mer.



PARTENARIAT TRANSATLANTIQUE DES AIRES MARINES PROTÉGÉES (AMP)

<https://transatlanticmpnetwork.eu/fr/>

L'Union européenne a mis en place cette initiative pour promouvoir la coopération entre les gestionnaires des zones marines protégées dans les pays et territoires autour de l'océan Atlantique.



CENTRE DU PATRIMOINE MONDIAL DE L'UNESCO

<https://whc.unesco.org/fr/apropos/>

Créé en 1992, il coordonne au sein de l'UNESCO les activités relatives au patrimoine mondial.



DIVISION DES AFFAIRES MARITIMES ET DU DROIT DE LA MER, BUREAU DES AFFAIRES JURIDIQUES DES NATIONS UNIES

www.un.org/depts/los/

Bureau des Nations Unies qui fournit aux États et aux organisations intergouvernementales des services juridiques et techniques et qui assure les services fonctionnels à l'Assemblée générale concernant le droit de la mer et les affaires maritimes.



APPEL POUR UN OCÉAN, BIEN COMMUN DE L'HUMANITÉ

<https://oceanascommon.org/>

Campagne relayée par l'Institut français de la mer et Catherine Chabaud.



RÉSEAU OCÉAN MONDIAL

www.worldoceannetwork.org/fr

Le Réseau Océan Mondial est une association dont le but est de sensibiliser le grand public, l'inciter à de nouveaux comportements respectueux de l'environnement et favoriser la transition vers une « Blue Society ».



Nausicaá, Centre national de la mer, Boulogne-sur-mer : plus qu'un aquarium, Nausicaá est un centre de découverte de l'environnement marin ludique, pédagogique et scientifique, essentiellement axé sur les relations entre l'Homme et la Mer. Sa mission est de faire découvrir et aimer la mer, élément de vie et source de richesses aujourd'hui et demain. Initiateur et promoteur de la Blue Society, Nausicaá offre une nouvelle vision des solutions durables pour l'humanité en provenance de l'Océan.

L'Agence française pour la biodiversité (AFB) : établissement public du ministère de la Transition écologique et solidaire, l'AFB exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.



La haute mer, située au-delà des juridictions nationales, représente 65 % de la surface de l'océan et près de la moitié de la surface de la planète. La haute mer est sous la responsabilité de tous. Pour la gérer durablement et équitablement, une gouvernance internationale adaptée doit se mettre en place. Des négociations sont en cours aux Nations unies au sujet d'un accord qui permettrait la protection et l'utilisation durable de la biodiversité en haute mer.

L'immense écosystème de la haute mer est indispensable à l'équilibre écologique planétaire : le climat, le cycle de l'eau, la composition de l'atmosphère sont dépendants de l'océan. Il offre aussi des ressources essentielles – nourriture, minéraux – et représente d'immenses opportunités pour l'avenir. Nous sommes tous concernés par les décisions qui seront prises pour la préserver afin que nous puissions continuer à bénéficier de ce milieu naturel vital.

Cette brochure est le fruit d'échanges entre diplomates, scientifiques, représentants du secteur privé et organisations non gouvernementales (ONG), médias et membres de centres de sciences sur l'importance de la sensibilisation et de l'engagement du public.



www.nausicaa.fr

AGENCE FRANÇAISE
POUR LA BIODIVERSITÉ
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE L'ÉTAT

www.afbiodiversite.fr

OFFICIAL SUMMARY



Common Oceans: Why Marine Areas Beyond National Jurisdiction (ABNJ) Are Essential for People and Planet

High-Level Dialogue and Global Media Forum

*On the Occasion of the Inauguration of the World's First-Ever
Large-Scale High Seas Aquarium and Exhibit*

26-28 June 2018

**NAUSICAA, The French National Sea Center
Boulogne-sur-Mer, France**

*Organized by the Common Oceans Program through the
'GEF/FAO/GOF Project on Strengthening Global Capacity to Effectively Manage ABNJ
(Areas Beyond National Jurisdiction)*



Food and Agriculture
Organization of the
United Nations



Global Ocean
Forum



Le l'Her est sur Terre



www.fao.org/in-action/commonoceans

***Common Oceans:
Why Marine Areas Beyond National Jurisdiction (ABNJ)
Are Essential for People and Planet***

High-Level Dialogue and Global Media Forum

**On the occasion of the Inauguration of the World’s First-Ever
Large-Scale High Seas Aquarium and Exhibit**

**June 27, 2018, 9:00am to 4:30pm
Océan Atlantique Conference Room**

**Nausicaá, French National Sea Center
Boulogne-sur-Mer, France**

**Organized by the Common Oceans Program through the
GEF/FAO/GOF Project on Strengthening Global Capacity to Effectively
Manage ABNJ (Areas Beyond National Jurisdiction)**

Official Summary

Table of Contents	
1. Background.....	3
2. The Nausicaá Opportunity and Event Highlights.....	4
3. Opening.....	5
4. Session 1: Setting the Scene: The Values and Issues Surrounding Areas Beyond National Jurisdiction (ABNJ).....	9
5. Session 2: Tell Your Story: Common Oceans Experiences.....	13
6. Session 3: Panel Discussion on Opportunities and Solutions to ABNJ Challenges.....	16
7. Global Media Forum: An Interactive Exchange Between the Media and ABNJ Experts.....	19
8. Closing Remarks.....	20

1. Background

The Common Oceans ABNJ Program, funded by the Global Environment Facility (GEF) and implemented by the Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO), works towards achieving efficient and sustainable use of fisheries resources and biodiversity conservation in the marine Areas Beyond National Jurisdiction (ABNJ) by fostering international cross-sectoral cooperation and information-sharing, increasing capacities to sustainably manage ABNJ, and promoting an ecosystem approach for sustainable fisheries and biodiversity conservation in ABNJ.

Covering 62 percent of the surface of the oceans, and nearly 95 percent of its volume, ABNJ includes complex ecosystems at vast distances from coasts, making sustainable management and biodiversity conservation difficult, but imperative for planetary survival and for human wellbeing.

The complex ecosystems in the ABNJ are subject to a variety of challenges and threats from human activities in many sectors, from shipping to marine pollution to overfishing, and the list of threats is likely to increase with time. But above all, the seriousness of these threats on the health of the oceans is compounded by the weak implementation of regulatory frameworks and management options and by a general lack of coordinated, cohesive and integrated interventions. Without urgent action, unsustainable management will have devastating results on marine biodiversity, and the socio-economic well-being and food security of the millions of people directly dependent on ABNJ resources.

Moreover, the problems facing the ABNJ are multi-faceted, cutting across the interests of the diverse array of stakeholders, all of whom have different priorities and agendas. These include industries and fishers themselves, artisanal and industrial, conservationists, marine shipping, the Regional Fishery Management Organizations (RFMOs), representing the coastal countries as well as the distant water fishing nations. The Common Oceans ABNJ Program plays a key role in building and improving cross-sectoral multi-stakeholder dialogue, engaging high-level decision-makers, and contributing to information sharing and public awareness of ABNJ issues.

As part of planned public outreach activities and exhibits, the Common Oceans ABNJ Project on Strengthening Global Capacity to Effectively Manage ABNJ,¹ in close collaboration with fellow Common Oceans ABNJ Projects,² and partners Nausicaá³ and the World Ocean Network⁴ showcased the major issues facing the ABNJ and insights derived through the Common Oceans ABNJ Program at the newly-opened large-scale High Seas Aquarium inaugurated at Nausicaá in May 2018. The meeting brought together high-level experts working on ABNJ as well as media practitioners.

¹ The Common Oceans GEF/FAO/GOF ABNJ Capacity Project is jointly executed by the Global Ocean Forum and the Food and Agriculture Organization of the United Nations.

² Fellow Common Oceans ABNJ Projects include Sustainable Management of Tuna Fisheries and Biodiversity, Sustainable use of Deep-Sea Living Resources and Biodiversity, and Ocean Partnerships for Sustainable Fisheries and Biodiversity Conservation

³ Nausicaá, the French National Sea Center, is the largest marine aquarium in France. The name Nausicaá was inspired by Homer's Odyssey whereby a princess resembling a goddess with the same namesake falls in love with a stranded Odysseus. After staying on the beach for three years, Odysseus is guided home with the help of Nausicaá. The name is meant to evoke a sense of poetry, the sea, and adventure.

⁴ The World Ocean Network (WON) is an international association, representing over 400 museums and aquaria around the world, working to raise public awareness about the importance of the ocean for humanity and the impact that our everyday actions can have on the marine environment.

2. The Nausicaá Opportunity

This first-ever high seas aquarium opened in May 2018 at Nausicaá, Boulogne-sur-Mer, France. Encompassing 35,000 square meters, this new addition to Nausicaá makes it Europe's largest aquarium, highlighting the relationship between mankind and the high seas, where visitors can discover this unique marine environment in a fun, educational, and scientific way. The new building housing the high seas exhibit, built by noted architect Jacques Rougerie, is shaped like a manta ray and contains one of the world's largest aquaria, including nearly 60,000 sea creatures and a large-scale 10,000m³ capacity tank. Nausicaá's intent in creating the exhibit is to rally the public around efforts to improve the way in which oceans and their resources are managed, with emphasis on the areas beyond national jurisdiction which lie outside the control of any one nation.

The High-Level Event on *Common Oceans--Why Marine Areas Beyond National Jurisdiction Are Essential for People and Planet*, took place on June 27, hosted 70 participants and speakers, showcased the major issues facing the areas beyond national jurisdiction (ABNJ) as well as possible solutions to the issues, with sessions highlighting: The values and issues surrounding ABNJ; the Common Oceans Program experiences; discussions on solutions to challenges in ABNJ; and global media workshop with media representatives and ABNJ experts. This important event was aimed at building and improving cross-sectoral multi-stakeholder dialogue, engaging high-level decision-makers, and contributing to information sharing and public awareness of ABNJ issues. The outstanding venue of the new Nausicaá exhibit provides heightened inspiration and motivation for the achievement of wise stewardship of the marine ABNJ. The High Level Event was twofold, both exposing and spurring deliberation on the major issues, and examining and drawing lessons from existing experiences related to ABNJ, especially highlighting the efforts of the Common ABNJ Oceans Program⁵ aimed at achieving sustainable fisheries management and biodiversity conservation in the ABNJ.

Event Highlights:

- Numerous ABNJ challenges were discussed throughout, followed by possible tangible solutions and ways forward for effectively managing ABNJ, including: importance of science-based evidence, sharing information and data, need for capacity building, threat of climate change and pollution, must build on and promote sustainable fishing practices, need for strategic partnering at all levels to build a stronger ocean community, focus on greater engagement with media.
- Opportunities presented included the forthcoming negotiations, replicating and scaling up best management practices, ensuring a link to the 2030 Agenda for Sustainable Development, especially with the implementation of SDG14, building on momentum and success of various high-level ocean initiatives, including to engage more widely with media.

⁵ The Common Oceans ABNJ Program is funded by the Global Environment Facility (GEF) and implemented by the Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO).

3. Opening

Mr. Guy Lengagne, President and CEO of Nausicaá, Former Secretary of State, France

Welcome to Nausicaá

Nausicaá started on the idea of mobilizing the business world and the general public regarding the protection of the ocean. It has been established at a time where fish stocks had diminished and it was important to show the need to protect the sea and what the sea provides to humankind. The audience will hear suggestions, from scientists and lawyers, but eventually, the decision will be made by politicians. Therefore, the High Level Event is an important opportunity to convince politicians of the importance of ABNJ.

Dr. Biliانا Cicin-Sain, President, Global Ocean Forum
Opening Remarks

Dr. Cicin-Sain gave opening remarks. On behalf of all the organizers, especially the FAO, the GEF, Nausicaá, and the GOF, a very warm welcome to all, here in this magnificent exhibit on the high seas at Nausicaá.

Why are we here?

1. This meeting is first of all about enhancing global stewardship of the oceans, especially those areas beyond national jurisdiction for which no nation has authority or control--Enhancing stewardship on the part of governments and of peoples and groups everywhere. And working with the media, as well, as the interlocutor between people and the wider world.

A little bit of historical context

Traditionally, up until the 20th century, the world thought of the ocean as limitless, invariably bountiful, and forever resilient. In the 20th century, new maritime activities came on the scene such as offshore oil and gas development, offshore aquaculture, marine tourism, joined the traditional uses of fishing, shipping, and war, creating conditions of conflicts among uses, decline of resources, and pollution. The conflicts of use, the varying practices of different nations ultimately led to the adoption in 1982 of the LOS, the constitution for the



world's oceans, giving control to nations for nations of 200 Exclusive Economic Zones, with the areas beyond national jurisdiction (which constitute 64% of the ocean) divided into two parts: the high seas (the water column) where users have a variety of freedoms: of navigation, fishing, overflight, scientific research, laying of submarine cables, etc. and the bottom of the ocean—the Area—with the mineral resources of the Area to be exploited as the Common Heritage of Mankind. For the ABNJ, we thus have a bifurcated or dual regime.

Over the last 20 years, in particular, we have gained deep understanding of the central role that the oceans play in the climate system as the major carbon sink. And of the central role of marine biodiversity—the greatest biodiversity in the world, and so many species that are still unknown. We don't yet understand. And the relationship of biodiversity to climate change. At the same time, we have seen many other phenomena affecting the oceans including marine pollution, overfishing, illegal unreported and unregulated fishing, and piracy.

Concerns with the loss of marine biodiversity led to the beginning of UN deliberations on this question in 2004, and for over a 10 year period, UN government representatives tried to grapple with the many dimensions involved in this issue. Quite a bit of conflict among nations which essentially have and still have different

visions—much of the developing world believing that marine biodiversity should be part of the common heritage of mankind, while many developed nations adhere to the idea of maintaining and enhancing the freedoms of the high seas.

In 2015, nations decided to pursue a legally binding instrument and we will hear about the major issues that are being deliberated on. Central questions being addressed include marine genetic resources, area-based management tools, environmental impact assessments, and capacity building and technology transfer, as well as questions related to possible institutional arrangements for governance of the ABNJ.

Thus now at a key point in time, for governments and peoples everywhere to contribute to these central questions and to enhance global stewardship of our common ocean, our marine biodiversity, our planet.

Main purposes of the meeting:

1. Expose and deliberate on the major issues
2. Examine and draw lessons from existing experiences with ABNJ, challenges, successes, opportunities. Especially Common Oceans—pioneer investment by the GEF 50 million \$ with much co-financing, 4 projects—tuna project, deepsea project, fishery partnerships project, capacity project.
3. Host interaction between the media and the public and ABNJ experts, something that has not yet happened systematically before
4. And, perhaps most of all, to go beyond the intellectual and the conceptual, and to see and feel first-hand the great creatures—large and small, that inhabit the high seas—the magnificent Nausicaá exhibit on the high seas, the brain child of Nausicaá General Manager Philippe Vallette, who more than 10 years ago in our first joint workshop on ABNJ in Nice, developed the vision to bring to the public, in a very tangible way, the habitats, living organisms, and issues of the ABNJ. Congratulations to all the Nausicaá leaders—Mr. Lengagne, Mr. Vallette, on achieving such a magnificent result through a gigantic undertaking.

We look forward to spirited presentations and discussions.. We hope that the discussions will identify new ideas, new ways of engaging the public imagination and of contributing to the global deliberations

Ms. Tina Farmer, FAO, Communication Advisor to the FAO Deputy Director General Maria Helena Semedo and chief technical advisor on the GEF/FAO/GOF ABNJ capacity project

Ms. Farmer presented the main features of the ABNJ Common Oceans program and the linkages to the public and the media. The FAO, GEF and key partners, developed the Common Oceans ABNJ Program to promote sustainable fisheries management and biodiversity conservation across ABNJ. Launched in 2014, the Program (officially called “Global sustainable fisheries management and biodiversity conservation in the Areas Beyond National Jurisdiction Program”) is made up of four Projects: 1. Sustainable management of tuna fisheries and biodiversity conservation in the ABNJ; 2. Sustainable fisheries management and biodiversity conservation of deep-sea living resources and ecosystems in ABNJ; 3. Ocean partnerships for sustainable fisheries and biodiversity conservation; 4. Strengthening global capacity to effectively manage ABNJ. The five-year Program is an innovative, unique and comprehensive initiative working with some 65 partners bringing together governments, regional management bodies, civil society, the private sector, academia and industry. It offers an opportunity to move further by leveraging resources, knowledge and experience from partners to bring about transformational changes. So far, much has been done to strengthen management and improve biodiversity conservation in the ABNJ, but there is still a need to do more. Hopefully, this event will galvanize more action, raise public awareness, and inspire engagement toward greater sustainability in the common oceans.

To set the scene and raising awareness of the common oceans, a [video](#) prepared by the Common Oceans ABNJ Program was presented.



Mr. Philippe Vallette, General Manager, Nausicaá
Mr. Vallette welcomed the audience. Nausicaá has first developed its concept around humankind and the sea, focusing on coastal communities. Fifty percent of the ocean is high seas, and the decision of extending Nausicaá to include the High Seas, and launching the new experience was made during Rio+20 in 2012. The high seas are a major stake of the 21st century, coupled with climate change (and Nausicaá will open soon another extension on climate change and the sea). Nausicaá regularly organizes international conferences, and now they will be able to organize and co-organize more conferences on the high seas.

Special Address: H.E. Peter Thomson, UN Secretary-General Special Envoy for Ocean
The Global Ocean Agenda

H.E. Thomson addressed the audience via video

Excellencies, ladies and gentlemen:

It is a pleasure to join you via video today.

I regret not being able to attend this exciting event in person and, as UN Special Envoy for the Ocean, congratulate the organizers—the Global Ocean Forum, FAO and Nausicaá, with the support of the Global Environment Facility, for this topical and timely gathering. This High Seas Exhibit at Nausicaá is an excellent backdrop to emphasize the importance of the common oceans, the nearly two thirds of our ocean beyond national jurisdiction for which no one nation has sole responsibility and which demands our focused attention and action.

To respond to the significant challenges facing the oceans, the international community adopted the universally-agreed Sustainable Development Goal 14 (SDG 14), an ambitious global agenda for the ocean aiming to conserve and sustainably use marine resources.



The Ocean Goal seeks to balance protection with sustainable use, to mitigate the increasingly adverse impacts of climate change and ocean acidification, in order to ensure our planetary survival and a sustainable heritage for future generations.

Excellencies, ladies and gentlemen:

We have been given an extraordinary opportunity to enhance the responsible management of the oceans and help achieve SDG 14 through the negotiations for a new international legally-binding instrument for the areas beyond national jurisdiction which will kick-off in September.

The areas beyond national jurisdiction, or common oceans, represent highly unique and diverse ecosystems, comprising about 95 percent of the water in our oceans, and used for valuable sectors such as fishing, shipping, scientific research, medicines from marine genetic resources, and so much more.

These major uses of ABNJ are crucial for providing food, income and jobs, contributing billions of dollars to our global economy. At the same time there are prospective uses such as offshore mariculture, renewable energy, and carbon capture and storage to name a few.

And while we have made some major strides in better managing areas beyond national jurisdiction, for example by combatting illegal fishing, they still face major threats including climate change, ocean acidification, loss of biodiversity, overfishing, and pollution.

The business as usual treatment of ABNJ will only magnify these threats, affecting the socio-economic well-being and food security of millions of people dependent on marine resources and associated activities. It is time for real change.

Excellencies, ladies and gentlemen:

Oceans are life. As the planet's biggest biosphere, they provide us with half our oxygen and act as the world's largest carbon sink. I believe we all have a responsibility to become ocean stewards. This means better responding to the need for sustainable management and conservation of our common oceans. For this, the media can play a key role in mobilizing and informing the public on ABNJ issues which can appear so far away and remote but which affect us all.

Events like this to bring together the public, media, and ABNJ leaders and experts, as well as the negotiations to create a new legal instrument for ABNJ are needed for the successful and sustainable management of one of the most complex and biodiverse areas of the world. The world's oceans are vital, and bettering the management of ABNJ is a monumental step in the right direction toward healthy and sustainable oceans and for achieving the Ocean Goal.

Thank you for your attention and wishing you fruitful discussions that can pave the way forward for the sustainable use of ABNJ.

4. Session 1: Setting the Scene: The Values and Issues Surrounding Areas Beyond National Jurisdiction (ABNJ)



Chair: H.E. Ambassador Serge Segura, Ministry of Foreign Affairs, Government of France

Ambassador Segura emphasized that everyone has a different understanding of the ocean, economically, scientifically or politically. The high seas and their definition changes depending on the expertise. For sailors, the high seas start at 12 nautical miles whereas they start at 200 miles for legal experts. That adds complexity to the question. Legal experts also base their structure of the high seas on the water column but not the seabed and the underground.

That adds complexity to the question. Legal experts also base their structure of the high seas on the water column but not the seabed and the underground. These parts of the area are covered by the Montego Bay convention. Nonetheless, the biological resources of this seabed and this underground are not part of any agreement and they should be protected as well. Negotiating on the ocean requires to be open-minded and accept different definitions. Echoing President Lengagne, it is emphasized that states are extremely egoistic. It is often forgotten, but during UN negotiations, it creates challenges. France is egoistic. When the ocean and especially the high seas are spoken about, States should be less egoistic, which is very difficult. It is essential because everyone has a role to play. Most of the politicians do not know that much about the ocean and are not interest in the maritime stakes if they do not impact their administrative district. The civil society should raise awareness about the importance of the sea and lead its politicians to feel concerned by the future of the ocean and ABNJ. Some countries have the capacities to know and create management method (sciences, funding, techniques) and it is crucial to build capacity and transfer technology. For the non UN specialist, a side event in NYC is a small event which enables external organizations to complete the negotiation with a different approach. Side events became very special moment and very important moments of these negotiations. Everyone needs to play a role at the international level.

Dr. David Johnson, Global Ocean Biodiversity Initiative
Areas Beyond National Jurisdiction: Why Should We Care?

Dr. Johnson began by explaining that the special nature of ABNJ is important to keep in mind, taking up a vast space, with unique and sensitive ecosystems and connectivity. ABNJ issues are happening now, and it is important to engage because negotiations are happening at a critical time, as major ecosystem changes and threats are occurring. There are a range of issues and threats such as climate change, higher temperatures, regime shifts of plankton, changes to ocean circulation and ocean acidification to name a few. There are significant uses such as overfishing, IUU fishing, piracy, and different forms of pollution. ABNJ is used extensively for a range of issues such as transport, fishing, cables, scientific research, gas and oil exploitation, as well as perspective uses such as DSM, carbon capture and storage, renewables and aquaculture. Areas that are significant, large dynamic areas, need to be identified and protect areas of this nature throughout Marine Protected Areas. OSPAR is currently putting together some such areas. Being aware of tipping points and when

will human interaction be too much is integral to effective management of ABNJ. UNCLOS can be word soup, and the new implementing agreement could potentially add to that. There are ongoing debates about future policy direction such as data collection, coordination, financial resources, compliance etc. Moving forward it will be necessary to harness new technologies, engage in climate change mitigation, and participate in sustainable food security. The new BBNJ regime will need to address gaps, be viable, be inclusive and equitable, be based on consensus, and enable governments to achieve targets and shape future marine sustainably.

Mr. Romain Trouble, Director General,
Tara Expeditions

What Our Oceans are Suffering—Climate Change, Marine Pollution, Plastics: The Findings of the Tara Expeditions

Mr. Trouble described the meeting as a capacity building opportunity, as was done last week in Paris, and as should be done every month around the globe. Tara Expeditions is now in the plastic gyre of the North Pacific Ocean, between Hawaii and Portland. The aim of this expedition is to understand the coral reefs, the impact of climate change and how to tackle these changes. It is a scientific expedition, based



on the study of DNA changes, genomics, and microplastics studies. They have done more than 40 samplings in different coral reefs. The high seas play a crucial role in the biodiversity of the ocean, they contain the wider fish stocks and they represent the wider surface for thermic and chemical exchanges with the climate system. Ecosystemic services of the high seas are key to humankind. The increase in temperature of the high seas triggers a stratification of the ocean, hindering exchanges between the different layers of the water column and deoxygenation. Acidification of the ocean increases stress on ecosystems. Finally, plastic can be found everywhere in the high seas and impacts directly the biodiversity. There are two important questions: how to understand better the ocean and how to share this information. Microscopic organisms are key to carbon capture and storage and we realize how much we don't know about the sea, as we have discovered 5,037 species of marine virus and 150 million on new genes. We are the beginning of our understanding of how it works and how it will work. Tara raised awareness during a side event of BBNJ Prep Coms on the topic and the negotiator of the G77 countries came to us and said that developing countries can't sign such an agreement as long as they don't have the technical ability to study these ecosystems. It is crucial to develop capacity building and train developing countries researchers to this science.

Ms. Gabriele Goettsche-Wanli, Director, Division for Ocean Affairs and the Law of the Sea, United Nations
Outlook for the Negotiations on a New International Legally Binding Agreement on Biodiversity Beyond National Jurisdiction

Ms. Goettsche-Wanli presented on the outlook for the negotiations under the auspices of the United Nations on an international legally binding instrument under the United Nations Convention on the Law of the Sea (UNCLOS) on the conservation and sustainable use of marine biological diversity of areas beyond national jurisdiction (BBNJ), or the BBNJ process for short. Development of a new instrument as soon as possible is the goal, with work and results of the conference being fully consistent with UNCLOS. Negotiations will grapple with topics addressed in the BBNJ package in 2011 which includes marine genetic resources, environmental impact assessments, area based management tools (including marine protected areas) and capacity building and technology transfer. There is currently no cross-sectional coordinating mechanism, which proves a challenge. The negotiations consist of an open ended informal consultative process, informal working groups, preparatory committee, and is taking so long because it the issue complex and highly politically sensitive. Governance

issues, of which cross cutting issues are one, are not mentioned in the package. The preparatory committee outcomes for a draft text of an instrument included non-exclusive elements that generated convergence among most delegations, main issues on which there is a divergence of views, and recommended the convening of an intergovernmental conference. Some of the main issues on which there is a divergence of views include common heritage of mankind and freedom of the high seas, marine genetic resources (whether to regulate access; nature of the resources; what benefits should be shared; whether to address intellectual property rights; whether to provide for monitoring of the utilization), area-based management tools, including marine protected areas (most appropriate decision-making and institutional set up), environmental impact assessments (degree to which the process should be conducted by States or be “internationalized”; whether the instrument should address strategic environmental assessments), and capacity-building and the transfer of marine technology (terms and conditions for TMT), to name a few. Regarding the intergovernmental conference, and the length with respect to 2018, 2019, and first half of 2020—the conference will meet for four sessions, 10 working days each, and include broad participation, with every effort to reach agreement on substantive matters by consensus (2/3 majority), with substantive support by UNCLOS. The BBNJ trust fund, which is a special voluntary trust fund established for the purpose of assisting developing countries especially least developed countries, is urgently in need of additional contributions. It is important to note the exciting announcement earlier this year of H.E. Rena Lee, Singapore, as the newly elected president of the BBNJ Process. As an additional note made by Ms. Goettsche-Wanli, there is a World Ocean Assessment 2015, with the next assessment expected to be completed in 2020, including technical abstracts on several important topics accessible to the media.

Dr. Biliana Cicin-Sain, President, Global Ocean Forum

The Central Importance of Building Capacity for Understanding and Managing Areas Beyond National Jurisdiction

Dr. Cicin-Sain discussed the central importance of building capacity for understanding and managing ABNJ. Mobilizing broad networks of people, at both the national and regional leaders as well as assessing the needs and gaps, and regional and national perspectives on ABNJ are key for understanding and managing ABNJ. Needs for capacity vary region by region, and work is being done by the Global Ocean Forum and partners on a global survey to aggregate ABNJ efforts and cross-sectoral workshops to assess these needs. The Forum has also developed communities of practice and is currently developing a policy brief on these issues to be presented at the UN in September at the First Session of the Intergovernmental Conference on BBNJ. It is a new realm, and it is challenging to understand the system, build ocean stewardship, and create new regulation. Outreach with the public and media, and receiving comments on the draft media guide are essential for raising awareness of ABNJ. Countries will need long term capacity, with different countries and regions having different needs; assessment will be necessary for these needs. Approaches have to be tailored to each to each country and region, and be cross-sectoral. It is emphasized that capacity building needs to benefit both people in their own national jurisdictions as well as ABNJ. As far as international prescriptions, there have been several, but there was limited implementation in the past, and more training has been on sectoral matters at the individual level. Discussions so far in the BBNJ process have stayed mainly at conceptual, general level, but are now becoming more detailed. As part of outlining the policy brief, financing is a challenge of building capacity and needs to be tied to a mechanism, and UNCLOS does not have a lot of money. A financing mechanism that is funded to support all aspects of the treaty and especially capacity development is necessary. Also featured in the policy brief is a possible clearing-house mechanism that can help to show what aspects would be useful in BBNJ. Overall, linking the global, regional and national is necessary, and one innovative way to bridge these gaps would be to use the Nationally Determined Contribution (NDC) approach under the Paris Agreement, so that each nation would have to think about, report, and set goals on how ABNJ affects them. Overall, there are solutions to ABNJ, with capacity building being an essential component to the successful and sustainable management of ABNJ.

Mr. Philippe Vallette, General Manager, Nausicaá

Public Understanding Underpins Wise Management of the ABNJ

Mr. Vallette discussed the sea center. Nausicaá chose to tackle the challenge of interesting the general public to something as abstract as the high seas. Most of the people do not know what the national jurisdictions are, and the high seas are far away. People are intrigued, but no one knows that there is abundant life in the high seas. It is not empty, it is full of resources which should be exploited sustainably. Nausicaá tells a story, the story of the island of Malpelo. It is a Colombian island with 4,000 meters of deep sea. It's an oasis for migratory species, migrating from Cliperton to Galapagos. The work of Sandra Bessudo in convincing the Colombian government to protect this area brings hope and shows that solutions do exist. We depend on the sea in all our daily life aspects. If the civil society and industry are not convinced of this, then governments cannot be. That is why it is crucial to raise awareness in the civil society.

5. Session 2: Tell Your Story: Common Oceans Experiences

Chair: Dr. Alejandro Anganuzzi, FAO, Coordinator, Common Oceans ABNJ Tuna Project
The Common Oceans Program: Key Messages for ABNJ Management



Ms. Corli Pretorius, Deputy Director, UN Environment World Conservation Monitoring Centre
Toward Area-Based Planning in ABNJ

Ms. Pretorius gave a presentation on area based planning, with a cross sectoral focus. Together with the ABNJ Deep Seas Project, UNEP-WCMC is testing methodologies for area-based planning, with the aim of developing one standardized approach that will help different parties come together and plan activities for the high seas. This effort has three components: capacity building and knowledge-sharing, data and tools, and governance framework. In relation to this, different challenges and mechanisms associated with strengthening cooperation were discussed, and the importance of bringing stakeholders together and helping all the interested parties and stakeholders to make connections between SDG 14 and all other sustainable development goals, were recognized. Moreover, it was noted area based planning is a tool that can help pave the way forward by recognizing the existing challenging, involving regional and global organizations and capacity development.

Mr. Ludovic Schultz, Secretariat de la Mer, Prime Minister's Office, France
Challenges in Achieving Concerted Public Action in ABNJ

Mr. Schultz discussed the difficulties in mobilizing public action, and making public officials aware of ocean issues. Mr. Schultz met difficulties throughout his career, and noticed the public having trouble understanding the sea. Managing wild resources and complex ecosystem is not the same as managing industry, with its many parameters and inputs.



It is difficult to make long term considerations in the short term interest, and even more difficult in the marine setting. The ocean can seem empty and distant, and the complexity or biodiversity of the marine world can seem

unknown. It is only very recently that the public began understanding ocean policy, and if successful results are hoped to be achieved, strong political involvement is needed. ABNJ issues should be both a public and political matter. Nausicaá is so important, because it gives the public an opportunity to see the deep sea and is a step toward the public connecting with the deep seas.

Mr. Tony Thompson, FAO Deep Seas Consultant and VME expert
Deep Seas Fisheries and Vulnerable Marine Ecosystems (VMEs)

Mr. Thompson explained that there are changes in the ocean that are not always seen to the naked eye. One example is bottom fisheries in 2006, which sparked huge discussion and debate. Now there is movement on fisheries in ABNJ. There has been huge response from deep sea fishery management organizations to control deep sea fisheries, to fully embrace the concerns of conservation and put forward a series of measures to try and protect both fish stocks and the bottom environment. These fisheries have identified vulnerable marine ecosystems (VMEs), existing bottom fishing areas, and areas where there are no existing bottom fisheries. If a State wants to fish in some of these areas, they need to go through a complex process. UNCLOS includes freedom to fish in the high seas, which holds true but is subject to strong restrictions, for example abiding by regulations of an RFMO governing that area. Coming full circle, there has been tremendous change in the last few years regarding the deep seas and fisheries, even if it cannot be seen.

Ms. Lizanne Aching, First Secretary, Permanent Mission of Trinidad and Tobago to the United Nations and Negotiator for Trinidad and Tobago for BBNJ and other Law of the Sea Processes, New York
Trinidad and Tobago—Challenges and Opportunities in ABNJ

Ms. Aching discussed that as a State Party to UNCLOS, Trinidad and Tobago is committed to its full and effective implementation, and sustainable use and conservation of marine environment & resources. Trinidad and Tobago is actively engaged in the negotiations at the UN aimed at creating a new legally binding BBNJ instrument under UNCLOS. The Marine environment is integral to cultural, social and economic identity in Trinidad and Tobago, but the country is vulnerable due to the unprecedented rate of loss of marine biodiversity and the impacts of unsustainable practices in ABNJ. Challenges in ABNJ include limited research opportunities and marine scientific research due to lack of technology and vessels. There have been increased ABNJ activities happening in Trinidad and Tobago, however greater capacity building and technology transfer is needed for effective management of resources in ABNJ and successful implementation of new BBNJ instrument. Capacity building and technology transfer is needed in several areas such as access to research vessels, enhanced institutional capacity, protected area management, and the need for a clearinghouse mechanism. The way forward will need to include a more integrated approach to ocean management, fostering awareness among stakeholders and decision-makers, creating an overarching global institutional mechanism, strengthening existing entities, and sustained funding.

Dr. Vishwanie Maharaj, World Wildlife Fund, World Bank ABNJ Ocean Partnership Project
Public-Private Partnerships for Sustainable Fisheries and Biodiversity Conservation

Dr. Maharaj presented an overview of the efforts of FAO's Common Oceans ABNJ Project on Ocean Partnerships for Sustainable Fisheries and Biodiversity in the ABNJ, that is funded by GEF and implemented by the World Bank, and how it has responded to the need to overcome the barriers to reform (short term economic losses) and improve the effectiveness of RFMO management arrangements, through partnerships and innovative incentive based tools to improve both the ecological and economic performance of fisheries. The summary discussed how each of the executing partners under the Project is developing a business case with a number of industry, government and other partners taking them through the journey of jointly designing solutions, carrying out financial and other technical analyses and engaging policymakers at the national and regional levels.



Dr. Shelley Clarke, FAO Common Oceans ABNJ Tuna Project Technical Coordinator ABNJ tuna project – shark components

Other Fish in the Sea: Shark Conservation in the ABNJ

Dr. Clarke told her shark story and discussed personalizing sharks. Using shark fin as a window into shark populations through auction records, Shelley was able to provide the number of sharks used annually in the shark trade which was three to four times higher than what was thought previously, many of them deep sea sharks. The common oceans project has tagged some sharks, and some have moved more than 2000 km in a month. The message is that if we care about what happens to sharks, we cannot ignore that they are passing through ABNJ, and when Tuna management is discussed, it needs to be in the context of their interaction with sharks. Bycatch, when sharks are caught by accident among tuna and swordfish fisheries, also account for shark mortality. It is important to make sure high seas sharks are not out of sight or out of mind, and that they require international management. Also important is to dispel the cycle of poor data, ambiguous assessments and ad hoc management, and intervene to have smarter data collection and management that is based on science. Better catch reporting and new methods for assessing four populations of sharks and promoting safe release techniques are in the works through the Common Oceans program currently. As an action item, ask

where your seafood comes from, and find out the shark implications of the fishery where the seafood is coming from.

Mr. Cyrille Barnerias, Senior Environmental Specialist, Global Environment Facility

Perspectives on ABNJ in GEF-7

Mr. Barnerias discussed GEF, which is the financial mechanism for projects linked with pollution and waste management. It is based on a four year cycle, with the new cycle starting in July 2018. G7 Member-States are the main funding sources, they commit to provide 4 billion dollars over the next 4 years. There is one pillar on ABNJ, one pillar on the blue economy and one pillar on the coastal communities. The GEF supports projects working on ecosystems restoration, fisheries management in the deep sea and the capacity building of RFMOs. It renews the strategic capacities of the different organizations and community. It supports data collection of sharing. Another priority is the reduction of IUU fishing and the reinforcement of public private partnerships, and setting up agreements to reduce the harmful subsidies. Companies should be responsible, whether they are fisheries or part of the food chain. Management capacity should be supported, and stakeholders should be connected, from the high seas and the coasts.

6. Session 3: Panel Discussion on Opportunities and Solutions to ABNJ Challenges

Moderator: Dr. William Emerson, Project Manager, Common Oceans ABNJ Deep Seas Project



Ms. Christine Valentin, World Ocean Council
Mobilizing the Essential Leadership and Collaboration of the Ocean Business Community

Ms. Valentin discussed the business sector perspective. Business is a part of the processes allowing for sustainable growth and ocean protection. The ocean is one interconnected ecosystem, and requires the inclusivity of all stakeholders and the business community. Economic growth is a key driver in developing governance, and it is important to take into account the complexity and fragmentation of the ocean business community. Businesses may have priorities that come before their interest in the

oceans, priorities that come before their interest in the oceans, but it is essential to engage the potential of businesses as a stakeholder in ocean issues. Deploying instruments to grasp data to put in regulations to ensure they are enforced could be one role for business, as there are a lot of gaps. Environmental impact assessments are something businesses know well. Collaboration from the business community in the reduction of ocean users and systems that support and reward no pollution, for example a social license to operate could be another role. Ocean issues are cumulative and cross-sectoral, with new and emerging users including involvement through research and development who may invent additional ocean uses. Most importantly, the ocean business community needs to be engaged in negotiations from the start to understand how they think and where they are coming from.

Mr. Eric Banel, Secretariat de la Mer, Prime Minister's Office, France, past chair, Federation of Shipping Organizations, France

The Solutions to ABNJ and the Contribution of the Blue Economy

Mr. Banel took the government perspective, and defined himself as a man of the sea who started his career in Boulogne sur Mer. The high seas concept has to be dealt with from an educational point of view to the general public. This event is designed to raise awareness to the public about the capacity being built and about the oceans. We need to create a culture of the sea, to raise awareness of the ocean role in our daily life and the interests of the society in protecting the sea. The high seas are very abstract for the public, but by including companies, the public and a broad range of stakeholders in ABNJ decision making, new perspectives can be evoked. Stakeholders in France made an early decision to develop a participatory method to promote ways of work which are pragmatic based on a permanent open dialogue through instruments or workshops. The economic sector and civil society need to participate, and there are tools that can access the needs of stakeholders. Some instruments are voluntary and others are binding, and economic actors are now being confronted by the discussion of international and national law. Concrete objectives are needed to develop goals that will help to reach objectives regarding ABNJ and the new legally binding instrument.

Mr. Ivan Lopez, International Coalition of Fisheries Associations (ICFA), Spain
Perspectives of the Fishing Industry
Mr. Lopez brought an industry perspective by describing the complexity of fishing. Regarding ABNJ, fishing is often in the spotlight, but there is a big problem with the international debate being skewed in one way or another. Fishing is a complicated industry, working in the unknown. There is no holistic approach to solving ABNJ issues, as small but important problems are solved one by one. While politicians are not always great at listening, maybe industry is not hearing. An



extreme solution that industry would support would include concentrating all of the fishing knowledge with RFMOs, who has done well by fishers, as a holistic agency, eliminating any excess agencies. NGOs also play a big role in global fishing decisions, however they do not always coordinate, and need to create a comprehensive plan. It is a complex debate, and life is confusing for fishermen, for example they may be told to eliminate discard, only to be told discard is okay soon after due to an issue in the food chain. How much impact is acceptable is a big question, because the industry wants to fish, but is willing to fish sustainably if it can be done fairly. This acceptable impact level is a social contract, and the center of the debate is not the what, of course industry would like to remain sustainable and preserve the ocean for future generations. The question is how, wading through the many ways to get to the what. Listening to fishermen is important in ABNJ decision making.

Mr. Alejandro Anganuzzi, FAO, Coordinator, Common Oceans, ABNJ Tuna Project
Enhancing Compliance and Enforcement

The session two chair presented his take on the topic; *Key messages for ABNJ Management*. To begin, Mr. Anganuzzi shared his thoughts on how IUU-fishing is a big threat to the sustainability to vital species in the high seas, tuna in particular. However, in 2010 there was a big shift in the market resulting from the regulation prevent, deter and eliminate IUU-fishing in 2010 entering into force. Before, the issue was focused on the difficulty of how to intercept these vessels, but now, due to the regulation coming into force, steps can be taken to prevent illegal fisheries to operate. Furthermore, Mr. Anganuzzi underlined that there a process taking place to streamline the compliance process for RFMOs, through the organization of a compliance committee in effort to strengthen and harmonize current monitoring, control and surveillance practices. In addition, it was mentioned that RFMOs are looking at the entire supply chain, and it has become clear the collaborating with the private sector is key in forming a more comprehensive exchange of information between management mechanisms for all sectors. As an endnote, Mr. Anganuzzi that the RFMOs have taken a more holistic approach to fisheries, which is demonstrated in the ongoing progresses in the strengthening management processes in the ABNJ.

Ms. Safiya Sawney, Director, Blue Initiative, Grenada
Building the Blue Economy: Linking National and ABNJ Initiatives

Ms. Sawney took a SIDS perspective. While there is no one definition of the blue economy, it could be defined as supporting the sustainable development of the oceans through the preservation of ocean health, and figuring out ways to exploit economic benefits from the ocean in a way that ensures that its environmental integrity is maintained. SDG 14 describes that the blue economy will leverage much needed technical capacity, financing and long-term approaches so that SIDS can meet gaps in food security, environmental management and national development. While there are many challenges with ABNJ such as weak regulation, weak management options, and lack of coordination, there are solutions. There are two solutions: Development of multi-stakeholder

approaches and partnerships, and the centralization of implementation and impact under a regional coordinating hub and center of excellence. Grenada has started to figure out how to create solutions, such as the 'Blue Week' in 2016 to facilitate information and knowledge sharing as well as financing and meeting goals, and a Blue Coastal Master Plan which can conceptually provide a vision for coastal development under the blue economy framework. The future of ABNJ defined by the blue economy is the ability to set a solid foundation for achieving long term impactful management.



Mr. Herman Wisse, Managing Director, Global Sustainable Seafood Initiative, Netherlands

Affective Supply Chain Assurance and ABNJ

Mr. Wisse brought the market perspective. The market is an important driver for change. The idea that industry cares about responsible management is echoed, as fishing is the livelihood of many, and society needs fish on shelves. The Global Sustainable Seafood Initiative (GSSI) includes over 70 companies, includes all actors in seafood supply chain, and has a public/private partnership with FAO. A credible scheme is needed for sustainable seafood, which is helped greatly by FAO guidelines and countries that have signed. Streamlining assurance systems has managed to take away some of the friction between the many stakeholders involved in the sustainable seafood market, to move beyond the tension and talk about real challenges and changes that need to take place in fishery policy. Reflection of 10 years in sustainable seafood shows successes on the part of retailers, fishing companies and NGOs trying to improve, and bridging the gap of the two big drivers in the fishing industry, the governments and markets has improved. It is a challenge that governments are responsible and accountable, and there is only so much an individual company in the fishing industry can do, but by trying to find a combination of private/public partnerships and building off of international agreements, the sustainable seafood market will move forward.

Mr. Ram Boojh, Advisor, Society for Environment Education & Development (SEED), Lucknow, India, Former Science Specialist, UNESCO

Creating Media and Information Literacy about Common Oceans (Video)

Mr. Boojh provided a transition between the third session and Global Media Forum with a video intervention on media literacy. The need for sensitizing and empowering media both traditional and new media with a critical set of competencies related to issues of common oceans or ABNJ is of great significance in view of the role of media in disseminating scientific information and educating general masses about the unprecedented environmental challenges of the world's oceans particularly the common oceans. The ABNJ issues have not found significant mention in media due to lack of and access to credible information and capacity of media persons to be able to seek information, critically evaluate it and create new information and knowledge for the media platforms. It is heartening however to see wide media coverage of the theme 'beat plastic pollution' in India recently, with mobilization of plastic clean ups, and huge social media surges. In order to bring ocean literacy for all, there is a need to foster media literacy which is closely linked to other types of literacies such as ICT literacy, digital literacy and access to information and knowledge. In this context and in preparation of the UN Decade of Ocean Science for Sustainable Development -2021 to 2030, there is need for developing ocean literacy communication tools for media right away.

Questions and answers from the public, participants, and speakers enriched the discussion after each session.

7. Global Media Forum: An Interactive Exchange Between the Media and ABNJ Experts

Mr. Lambert Wilson, French Actor/Director and Activist (*video*)

A video message was prepared by the French actor, director and activist Mr. Lambert Wilson on his fascination with the high seas, especially since portraying French explorer Jacques Cousteau in a major film. He underscored the huge potential offered by these valuable resources and the importance of their sustainable management– now, and for future generations.

Keynote speaker: Mr. James Honeyborne, Executive Producer for BBC Blue Planet II Series

Mr. Honeyborne joined via Skype and shared his experiences from having filmed and produced the BBC Blue Planet Series II, underlining the wonders of the high seas and the need to ensure their sustainable development. Ensuing discussion between the experts and media underlined the complexity of communicating successfully on the common oceans to the diverse array of stakeholders with a focus on the various definitions of high seas and need for consistent messaging. Generally speaking, there is a lack of awareness about the marine ABNJ among the general public, but also among government officials and other stakeholders. There is a clear need to strengthen and streamline current communications efforts, to build and give voice to a strong ocean community, to communicate clear, consistent and coherent messages and encourage an active interest and engagement in the ABNJ at all levels.

Moderators: Dr. David Dunkley Gyimah, Head of the Digital Interactive Storytelling LAB, University of Westminster, and **Ms. Tina Farmer**, FAO, Lead Technical Officer, Common Oceans ABNJ Capacity Development Project

Dr. Gyimah and Ms. Farmer facilitated the *Global Media Forum: An Interactive Exchange Between the Media and ABNJ Experts*, joined by expert panelists H.E. Ambassador Serge Segura, Dr. Shelley Clarke and Mr. Philippe Valette.

8. Closing Remarks

Dr. Biliana Cicin-Sain, President, Global Ocean Forum

Dr. Cicin-Sain gave concluding remarks. Organizers overcame many hurdles throughout organization, but are so excited about the impact that the event will have for the ocean community in regard to ABNJ. The event included an inclusive, diverse group of speakers with varying perspectives. Presentations and interventions were high quality and organizers very much appreciated all of the preparation that went into them. Participants are invited to provide comments on the draft media guide that was circulated during the event to further efforts in conveying the importance of ABNJ through the media. It was such a pleasure to have held this conference in France, a great world leader on the oceans. Very sincere thanks go to all of our colleagues at FAO and at Nausicaá and to Philippe Vallette for his incredible leadership in connecting the world's publics to the oceans.



The official summary was prepared by Alexis Maxwell, Global Ocean Forum, with many thanks to FAO and Global Ocean Forum colleagues for their contributions and edits, which are very appreciated.